7 Mai 86

UNEF

ETUDIANTS PARISIENS

TOUS ENSEMBLE, DEFENDONS NOTRE DROIT AUX ETUDES

Depuis plus d'un an, des mesures sont prises à l'Université pour aggraver la sélection, l'échec et l'abandon.

Monsieur CHEVENEMENT a décidé de libéraliser par décret, les droits d'inscriptions qui pourtant ont augmenté de 32 % l'an passé. Dans le même temps, il décide de désengager l'Etat du financement du régime de Sécurité Sociale Etudiante. (315.000.000 FRF) que les étudiants devront payer à la rentrée.

Ces deux mesures ont pour objectif de faire payer l'enseignement par les étudiants. Dès lors, deux questions se posent : l'Etat doit-il oui ou non financer le système éducatif ? L'enseignement est-il oui ou non un investissement pour le pays, pour l'avenir ? A ces deux questions l'UNEF répond oui.

Son successeur, Monsieur MONORY, se félicite de ces choix et veut les prolonger. Il fait de la sélection et de l'autonomie concurrentielle des universités, les clés de voûte de la transformation de nos formations.

Cette orientation est mauvaise, dangereuse. Elle mène tout droit vers la sélection par l'argent, par les capacités d'accueil. Elle conduit à la remise en cause des diplômes nationaux, pour former une élite hyper-spécialisée. Ces choix ne nous semblent pas être porteur de solutions, bien au contraire ils constituent une attaque de plus contre nos formations; nos diplômés, notre avenir.

Concrètement cela se traduit par des mesures dans les universités, les UER; hausse des droits d'inscriptions, saccage aux examens, limitation des capacités d'accueil, moins de bourse, instauration de numéris clausus, disparition de DEA, etc ...

POUR DEFENDRE NOTRE UNIVERSITE :

JOURNEE NATIONALE D'ACTION RASSEMBLEMENT

MERCREDI 28 MAI 1986

à 17 h.

PLACE DE LA SORBONNE

METRO : ST. MICHEL

NI FAC D'ELITE, NI FAC POUBELLE

PARIS XII

La sélection va faire rage: moins 15 % du budget pédagogique.

Malgré un budget considéré par tous comme très mauvais, tout le monde a voté pour, sauf les élus "Solidarité-Etudiante."

SCANDALE : on nous interdit l'organisation d'un concert sur le parvis. Motif : "le rock, c'est une musique de voyous."

En sciences, les élections sont honteusement truquées pour empêcher les étudiants de se présenter.

Il faut réagir contre ces atteintes continuelles à notre droit aux études. C'est ce qu'a décidé l'AGEP 94-UNEF, le 28 MAI 1986.

PARIS X

UNE FACULTE SANS PROBLEMES ?

C'est ce que pourraient laisser supposer les couloirs repeints récemment. Pourtant, qu'on en juge :

* en Droit, l'année universitaire est marquée par l'introduction d'un nouveau mode de sélection rétrograde : l'admissibilité/admission. Déjà, l'année dernière en 1ère année, taux d'échec record, que l'administration a d'ailleurs refusé de calculer.

* le budget adopté pour l'année prochaine prévoit une hausse de 50 % des droits d'inscription qui va de pair avec un désengagement financier de l'Etat.

* la mise en place de "magistères" (droit social, philo, science-éco) filières parfaitement dotées en moyens pédagogiques ne doit pas faire oublier qu'elles seront ouvertes à un nombre très restreint d'étudiants et qu'elles créeront un contraste marquant avec les autres filières qui disposent de moyens insuffisants.

* la descente du GUD intervient dans un contexte lourd de menaces pour l'université, compte-tenu des orientations affichées par le gouvernement.

PARIS IV

La Sorbonne est-elle une faculté d'élite ?

Un nom prestigie une faculté de renommée internationale Il n'est pas facile d'y entrer :

- hausse des droits d'inscriptions;
- préinscription à l'LEA;
- numéros d'ordre en anglais par exemple.

Il n'est pas facile d'y rester : pour bon nombre d'examens il n'y a qu'un tiers de réitérés.

Il n'est pas facile de s'y faire entendre. Les étudiants ne connaissent pas les décisions du Conseil d'Université (l'UNEF et autres organisations) qui y sont élues n'informent pas les étudiants de ce qui s'y passe.

De plus, Paris IV n'a pas organisé d'élections depuis des années; pas besoin de dire que la participation étudiante aux conseils d'UER commence à être fantomatique. En fait à Paris IV, les décisions sont prises au niveau de la présidence, Monsieur BOMPAIRE, régnant sur les destinées de la Sorbonne.

Tout est fait pour écarter les étudiants. Pourtant il y a des choses à dire.

Ainsi, est-il normal que le contrôle continu se résume à deux examens, l'un en Février, l'autre en Juin, plus exposé ?

Tout le travail d'une année est jugé sur 4 notes.

Est-il normal que les étudiants n'assistent pas à leurs cours car il n'y a pas de chaise pour s'asseoir ?

PARIS VII

Budget : 2 % de hausse globale.

Car 30 % de désengagement budgétaire de l'Etat et 32 % de hausse des droits d'inscriptions.

Pas d'élection aux conseils d'UER.

1 WC pour 1.500 étudiants sur le campus.

A.G.E. SANTE PARIS

DE L'ELITISME.

Si on ignore encore le nombre de places au concours de 1ère année pour l'an prochain : on sait que la tendance est à la baisse.

Du moins on connaît déjà en stages hospitaliers, les méfaits de la trop forte diminution des postes : pas assez d'externes ! 1 garde tous les 3 ou 4 jours (1 garde par semaine, ça va, 3 gardes, bonjour les dégâts !).

Par contre, les dernières déclarations de Monsieur BARZACH, sont inacceptables; non seulement elle propose un internat sur concours pour former spécialistes et internistes et un résidanat pour les généralistes, mais elle en finit avec l'internat de médecine générale : c'est le statut, rémunération, formation des internes en médecine générale.

Alors que les dernières statistiques prévoient une pénurie de médecins en France (due au vieillissement de la population) d'ici 25 ans, force est de constater que la politique choisie est synonyme d'élitisme au lieu de formation.

PARIS XIII

Dans l'UER d'éco, 1.000 étudiants inscrits à la rentrée; déjà 1/5 ont abandonné avant Février, phénomène aggravé par les saccages aux examens. A la rentrée prochaine, la sélection va s'aggraver :

* la création d'un magistère d'éco industrielle et la non augmentation du budget de l'UER vont entraîner une dégradation des conditions de vie et d'étude. Septembre 85, des cours sont purement et simplement supprimés, que va-t-il nous rester à la rentrée 86 ?

Ce magistère qui ne formera que 3 % du nombre d'étudiants en éco sera doté de plus de 30 % du budget.

On assiste dans les faits à la mise en place d'un UER à deux vitesses : une formation de prestige réservée à une élite et d'autres formations sans moyens financiers pour la majorité, formations poubelles sans perspectives d'avenir.

Les étudiants d'éco exigent avec leur association UNEF, des moyens suffisants pour toutes les formations, la certitude que les capacités d'accueil soient au moins les mêmes qu'à la dernière rentrée et que tous les enseignements soient assurés dans de bonnes conditions (une chaise et une table pour tout le monde dans l'amphis et dans les TD).

Les étudiants en éco sont prêts à se battre pour exiger tout cela quand ils ont déjà gagné l'annulation d'un partiel où il y a eu saccage.

PARIS VI

Aucun engagement sur la hausse des droits d'inscriptions (décision en Juillet).

La réforme du premier cycle bâclée, ne satisfait personne. Les paris les plus fous sur les taux d'échecs sont ouverts.

Suppression de plusieurs DEA (cette année l'accès en licence d'EEA est limité aux titulaires de DEUG issu de la section SPI).

Le redoublement en licence de biochimie sera limité (à 2 ans, voire 3).

En informatique manque criant de matériel.

ARCHITECTURE PARIS

Le Ministère a cette année, diminué sa participation de 15 % pour le budget d'équipement et de 3 % pour le budget de fonctionnement : ajoutez l'inflation !!!

Ceci implique des conditions matérielles n'encourageant pas les étudiants : les écoles d'architecture, paradoxalement, ressemblent plutôt à des ruines.

Pour compléter le tableau, après 5 ans d'études, plus de 60 % des architectes gagnent le SMIC ou moins.

S'ORGANISER

Tous ces exemples parisiens illustrent bien l'ampleur des attaques portées chaque jour à notre droit aux études.

Pour enrayer cette orientation décisive pour l'Université, il est une nécessité : S'ORGANISER.

* **s'organiser** pour ensemble, avoir la force de repousser tout recul de l'université française;

* **s'organiser** pour dire non à la sélection sociale et non à l'université privée;

* **s'organiser** pour pouvoir agir immédiatement quand un problème se pose.

Ceux qui souhaitent le recul de l'université, essayent en même temps de faire croire que "le syndicalisme est démodé".

Ces dernières semaines, plusieurs dizaines de milliers d'étudiants ont su, dans différentes villes de France, prouver le contraire et marquer leur détermination à agir avec l'UNEF.

Nous, étudiants parisiens, ne baissons pas les bras. Nous refusons toute forme de sélection sociale et nous exigeons de l'Etat qu'il remplisse le devoir qui lui revient : financer l'université française.

Dans chaque fac, chaque amphi, nous refusons la création des magistères qui prennent pour 30 étudiants, la moitié du budget d'un UFR.

Dans chaque fac, chaque amphi, nous refusons toute augmentation des droits d'inscriptions pour la rentrée 86.

Dans chaque fac, chaque amphi, nous exigeons des moyens pour étudier : de la chaise pour s'asseoir, à un professeur supplémentaire, en passant par des laboratoires et du matériel.

Dans chaque fac, chaque amphi, nous exigeons des formations de qualité formant à un véritable métier.

Voilà la raison et le but de ce RASSEMBLEMENT parisien du 28 MAI 86 à 17 H. sur la place de la Sorbonne.

Voilà pourquoi, chacun de nous se doit d'y participer.

BULLETIN D'ADHESION

Pour me défendre, je m'organise dans l'UNEF.

N O M Prénom

Adresse

Faculté : Année

Bulletin à remettre à un copain de l'UNEF de ta fac, ou à renvoyer à UNEF - 72, rue de Clichy - 75009 PARIS.